septième et vingt-huitième sessions⁶⁰, et se félicite du sérieux et de l'esprit constructif avec lesquels le Comité continue à s'acquitter de ses fonctions;

2. *Sait gré* aux Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui ont présenté leurs rapports au Comité des droits de l'homme, conformément à l'article 40 du Pacte, et prie instamment les Etats parties qui ne l'ont pas encore fait de présenter leurs rapports dans les meilleurs délais;

3. *Prie instamment* les Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques auxquels le Comité des droits de l'homme a demandé de fournir des renseignements supplémentaires de satisfaire à cette demande;

4. *Félicite* les Etats parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui ont présenté leurs rapports conformément à l'article 16 du Pacte et prie instamment les Etats parties qui ne l'ont pas encore fait de présenter leurs rapports aussitôt que possible;

5. *Note avec satisfaction* que la majorité des Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi qu'un nombre croissant d'Etats parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ont été représentés par des experts lors de la présentation de leurs rapports, aidant ainsi le Comité des droits de l'homme et le Conseil économique et social à s'acquitter de leur tâche, et espère que tous les Etats parties aux deux Pactes prendront des dispositions pour être représentés de la sorte à l'avenir;

6. *Prie de nouveau instamment* tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de devenir parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'envisager la possibilité d'adhérer au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

7. *Invite* les Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques à envisager de faire la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte;

8. *Insiste* sur le fait qu'il importe que les Etats parties s'acquittent rigoureusement des obligations que leur imposent le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et, le cas échéant, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

9. *Souligne* qu'il importe d'éviter l'érosion des droits de l'homme par le biais des dérogations et insiste sur la nécessité d'observer strictement les conditions et les procédures de dérogation convenues;

10. *Recommande* aux Etats parties d'examiner en permanence si les réserves éventuellement formulées à l'égard des dispositions des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme doivent être admises;

11. *Prie instamment* les Etats parties de continuer à se préoccuper activement de la protection et de la promotion des droits civils et politiques ainsi que de celles des droits économiques, sociaux et culturels;

12. *Prie instamment* les Etats parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les institutions spécialisées et les autres organismes compétents des Nations Unies d'apporter un appui et une coopération sans réserve au Comité des droits économiques, sociaux et culturels;

13. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Comité des droits de l'homme informé des activités pertinentes de

l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, de la Commission des droits de l'homme, de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, ainsi que de transmettre à ces organes les rapports annuels du Comité des droits de l'homme;

14. *Prie également* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-deuxième session, un rapport sur l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

15. *Prie de nouveau instamment* le Secrétaire général, compte tenu des suggestions du Comité des droits de l'homme, de prendre des mesures énergiques, dans la limite des ressources disponibles, pour faire plus largement connaître les travaux du Comité ainsi que ceux du Conseil économique et social, pour prévoir des programmes de réunions satisfaisants et pour améliorer les arrangements administratifs et connexes qui leur permettront de s'acquitter efficacement de leurs fonctions respectives au titre des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme;

16. *Se félicite* des progrès déjà accomplis dans la publication en volumes reliés des documents officiels publics du Comité des droits de l'homme et attend avec intérêt les nouveaux progrès qui seront réalisés à cet égard;

17. *Encourage* tous les gouvernements à publier le texte du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et celui du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques en autant de langues que possible ainsi qu'à les diffuser et à les faire connaître aussi largement que possible sur leur territoire;

18. *Prie* le Secrétaire général de faire en sorte que le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat puisse aider efficacement le Comité des droits de l'homme et le Conseil économique et social dans leurs fonctions respectives au titre des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

97^e séance plénière
4 décembre 1986

41/120. Etablissement de normes internationales dans le domaine des droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Rappelant la gamme étendue de normes internationales relatives aux droits de l'homme qui ont été établies par elle et par d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées,

Soulignant la primauté à cet égard de la Déclaration universelle des droits de l'homme², du Pacte international relatif aux droits civils et politiques²² et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels²²,

Réaffirmant que l'application effective de ces normes internationales revêt une importance fondamentale,

Consciente de l'importance de poursuivre les efforts visant à définir les domaines dans lesquels de nouvelles mesures internationales sont nécessaires pour développer le cadre juridique international existant dans le domaine des droits de l'homme, conformément à l'alinéa a du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte des Nations Unies,

Reconnaissant également que l'établissement de normes devrait s'appuyer sur des travaux préparatoires adéquats,

Soulignant que l'activité normative de l'Organisation des Nations Unies devrait être aussi efficace et productive que possible,

1. *Engage* les Etats Membres et les organismes des Nations Unies à accorder la priorité à l'application des normes internationales existantes relatives aux droits de l'homme et demande instamment une large ratification des traités existant dans ce domaine ou une large adhésion à ces instruments;

2. *Prie instamment* les Etats Membres et les organismes des Nations Unies qui s'emploient à établir de nouvelles normes internationales relatives aux droits de l'homme de tenir dûment compte dans leurs travaux du cadre juridique international institué;

3. *Réaffirme* le rôle important qui revient à la Commission des droits de l'homme, entre autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, dans l'élaboration d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

4. *Invite* les Etats Membres et les organismes des Nations Unies à garder à l'esprit les principes directeurs ci-après lorsqu'ils élaborent des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; ces instruments devraient notamment :

a) Concorder avec l'ensemble du droit international existant en matière de droits de l'homme;

b) Revêtir un caractère fondamental et procéder de la dignité et de la valeur inhérentes à la personne humaine;

c) Etre suffisamment précis pour que les droits et obligations en découlant puissent être définis et mis en pratique;

d) Etre assortis, le cas échéant, de mécanismes d'application réalistes et efficaces, y compris des systèmes d'établissement de rapports;

e) Susciter un vaste soutien international;

5. *Prie* le Secrétaire général d'assurer le concours spécialisé nécessaire aux organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'emploient à établir des normes dans le domaine des droits de l'homme.

97^e séance plénière
4 décembre 1986

41/121. Obligation de présenter des rapports en vertu d'instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général contenant des informations à jour au 1^{er} juin 1986 sur le problème des retards enregistrés dans la présentation de rapports par les Etats parties aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, les observations des Etats parties ayant plus de deux rapports en retard et des informations relatives aux activités de formation destinées à aider les Etats à s'acquitter des obligations qui leur incombent dans ce domaine⁸¹,

Notant avec préoccupation la situation critique que créent les retards enregistrés dans la présentation des rapports qui doivent être soumis au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de dis-

crimination raciale³ et le nombre croissant de rapports en retard en ce qui concerne d'autres instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme,

Reconnaissant la charge que la coexistence de plusieurs systèmes de présentation de rapports impose aux Etats Membres qui sont parties à divers instruments et notant que cette charge risque de s'alourdir encore à l'avenir avec l'entrée en vigueur de nouveaux instruments,

Accueillant avec satisfaction la décision que les Etats parties⁸² à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ont prise d'approuver la pratique du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale consistant à examiner plusieurs rapports présentés en retard sur la base d'un document unique,

Réaffirmant l'importance fondamentale qu'elle attache au respect de l'obligation de présenter des rapports imposée par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Soulignant que les Etats parties doivent soumettre en temps voulu leurs rapports aux divers organes chargés de surveiller l'application des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et coopérer dans toute la mesure possible avec ces organes afin de tirer le meilleur parti du temps de réunion dont ils disposent, notamment présenter leurs rapports à la date fixée ou, s'il leur est impossible de le faire, en informer les organes intéressés suffisamment à l'avance pour que le programme des réunions puisse être réaménagé,

Considérant que ces organes, qui sont financés à l'aide du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, doivent améliorer leur efficacité et leur productivité, compte tenu en particulier de la crise financière dans laquelle se trouve l'Organisation,

1. *Prie instamment* les Etats parties qui sont en retard dans la présentation de leurs rapports de faire tout leur possible pour présenter ces rapports dans les plus brefs délais et d'user, le cas échéant, de la possibilité de présenter plusieurs rapports conjointement;

2. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que se poursuivent la compilation des directives générales élaborées par les divers organes de supervision et l'établissement de la liste des articles relatifs à certains droits visés dans les divers instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme;

3. *Engage* les Etats parties à tenir compte des directives pertinentes lorsqu'ils établissent leurs rapports et à présenter des rapports aussi succincts que possible;

4. *Invite* les présidents des organes de supervision à inciter leurs membres :

a) A s'attacher en priorité à envisager des mesures pour résoudre les problèmes relevés par le Secrétaire général dans son rapport;

b) A continuer d'envisager d'harmoniser et d'unifier les directives concernant la présentation des rapports élaborées par ces organes et d'étudier d'autres moyens d'éviter que les Etats parties ne présentent plusieurs fois les mêmes informations aux différents organes de supervision;

c) A envisager de modifier, lorsqu'il est possible de le faire, la périodicité des rapports, d'autant que le nombre des instruments relatifs aux droits de l'homme augmentera vraisemblablement;

d) A rendre compte des résultats de leurs délibérations lors des réunions pertinentes des Etats parties;

⁸¹ A/41/510.

⁸² Voir CERD/SP/SR.16, par. 23 et 24.